DU SOCIALISME.

AMÉLIORATION IMMÉDIATE

DU

SORT DES OUVRIERS

PAR L'ASSOCIATION.

Bruxelles,
IMPRIMERIE DE CH. VANDERAUWERA,
[illegible] 25.

1849.

DU SOCIALISME.

AMÉLIORATION IMMÉDIATE

DU

SORT DES OUVRIERS

PAR L'ASSOCIATION.

CHAPITRE Ier.

ASSOCIATION POUR LA CONSOMMATION.

Dans ce chapitre on prouve aux ouvriers qu'ils peuvent immédiatement améliorer leur bien-être; rien qu'avec le salaire qu'ils gagnent actuellement.

Au sortir d'un banquet démocratique et socialiste, plusieurs ouvriers parlaient entre eux des discours qu'ils avaient entendus. Ils avaient tous vivement applaudi, avec plusieurs centaines d'autres travailleurs, à l'idée consolante de sortir bientôt de leur condition sociale inférieure, et de s'élever, par l'association, à la liberté et à la dignité humaine véritables. Tous avaient condamné l'état actuel de l'industrie et du commerce, qui oblige les ouvriers salariés (l'immense majorité des Belges) à vivre au jour le jour, qui ne leur permet même pas de compter sur le morceau de pain nécessaire du lendemain.

Bien que ces ouvriers n'eussent pas fait de longues études en économie sociale et en politique, ils avaient facilement compris la justesse de cette idée, développée par un des orateurs du banquet : que la nation belge, où l'on compte un indigent, inscrit sur la liste des pauvres, pour quatre habi-

tants, c'est-à-dire un million de pauvres pour quatre millions de citoyens, que la Belgique où, depuis dix-huit ans, le paupérisme se développe beaucoup plus rapidement dans la masse des prolétaires salariés, que le bien-être et le luxe dans le petit nombre de riches ; qu'une pareille nation doit se hâter de transformer pacifiquement ses institutions, pour éviter une révolution violente, et se laisser régir par des principes sociaux tout à fait différents des principes actuels, dont l'expérience, ce juge impartial, a démontré la complète impuissance à produire le bien du pays.

Cette conviction n'avait fait que grandir dans l'esprit des auditeurs, au récit de la misérable existence des femmes ouvrières, des filles des salariés ; faibles créatures, qui ont besoin d'assistance et de protection, dont le gain trop modique pour vivre, même modestement, et le chômage forcé durant plusieurs mois de l'année, font si souvent la proie d'un séducteur doré, qui l'abandonne, après l'avoir déshonorée, aux ressources empoisonnées de l'infâme prostitution. Quant aux enfants en bas âge, qui avaient également occupé l'attention des orateurs, les ouvriers, pères de famille présents au banquet, avaient confirmé par leur triste expérience de chaque jour, qu'il leur est impossible de les faire jouir des bienfaits inappréciables d'une bonne éducation, attendu que le manque de ressources les obligeait de préférer l'atelier à l'école, les empêchait de donner à ces petites créatures aimantes, intelligentes et sensibles, sorties de la main de Dieu, les soins, le développement moral et l'instruction, qui peuvent seuls favoriser l'essor de leurs nobles passions et de leurs admirables facultés.

Les personnes qui n'ont pas assisté à ce banquet populaire, ne peuvent se faire une idée des acclamations qui avaient accueilli la réprobation, au nom de la justice et de la bonté infinies de Dieu, de la société actuelle qui laisse les Flamands, nos frères, mourir de faim ; de cette société, que des hommes athées ou ignorants voudraient faire admettre comme un état définitif et fatal, où les Belges n'ont plus qu'à vivre et à mourir.

D'un autre côté, tous les assistants avaient applaudi, avec la même frénésie, à l'idée émise de la nécessité *d'organiser le travail*, par l'association, qui doit donner l'abondance des produits et leur juste répartition entre ceux qui les créent ; par l'association, qui donnera le bien-être, la moralité et l'instruction à tous les Belges, dont l'ambition honorable et légitime est de vivre heureux et libres en travaillant.

« Pourquoi, avait dit un orateur du banquet, ces nombreuses faillites, qui frappent sur les innocents plus que sur les coupables ; pourquoi ces disettes factices produites par des accapareurs de la nourriture du peuple ? Pourquoi ce manque fréquent de travail, en l'absence des richesses dont le travail est la source ? Pourquoi cette concurrence industrielle et homicide, qui augmente les heures de travail et diminue les salaires? Pourquoi enfin, tous ces désordres des intérêts sociaux ; cette crainte, ce malaise, cette pauvreté et cette gêne presque générale ? Pourquoi citoyens et amis? Vous ne le savez que trop. Parce que le travail n'est pas organisé ; parce que la liberté anarchique, *le laisser-faire laisser-passer*, qui existe dans l'industrie, n'est pas une liberté sociale humanitaire, c'est la liberté des sauvages donnant aux plus forts le droit absolu de ruiner impitoyablement les faibles ! Parce que la Belgique au lieu de dire, suivant Dieu, ma devise sera : « *association, tous pour chacun, et chacun pour tous,* » et cette devise sera l'âme et la vie des institutions de la nation ; au lieu de dire conformément à l'évangile « *qu'il vienne et qu'il soit, le règne glorieux de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité.* » La Belgique a dit par l'organe du pouvoir constituant (du Congrès de 1830). « *Individualisme, chacun pour soi contre tous* » d'après les erreurs et les préjugés enseignés par les économistes. Voilà pourquoi !

» Du pacte fondamental, de la constitution sociale, le principe égoïste du *laisser-faire laisser-passer* dans l'industrie, même la misère, même la mort par la faim, ce principe barbare est passé dans le cœur des individus, malgré eux.

» Soyez donc généreux, vous maîtres ou capitalistes de l'indus-

trie, en donnant de bons salaires à vos ouvriers, votre banqueroute est assurée par les concurrents qui ne donnent à leurs travailleurs que le stricte nécessaire pour vivre, quelquefois moins encore.

» Exigez donc de bons salaires pour soutenir vos femmes et vos enfants, vous travailleurs, pères de famille, obligés de chercher chaque jour un maître sous peine d'avoir faim ou froid, mais voici dix, vingt, cent célibataires, sans femmes ni enfants, qui s'offrent au rabais au même maître que vous; comment donc leur faire concurrence et entretenir vos familles? Et c'est ainsi que des enfants du même Dieu, les citoyens d'une même patrie, loin de s'entendre, de se protéger et de se soutenir mutuellement, sont devenus adversaires sans pitié, comme aux époques des guerres sanglantes et de barbarie.

» Nous le répétons, par la force irrésistible des choses, le cœur et l'esprit des individus se sont faits, contrairement à leur volonté, à l'image des principes égoïstes du pacte social. Celui-ci est seul coupable, ce ne sont pas les citoyens.

» C'est le pacte social qui a créé la lutte incessante des maîtres contre les maîtres, des maîtres contre les ouvriers, des ouvriers contre les maîtres, des ouvriers contre des ouvriers, lutte terrible et homicide qui fait de chacun de nos concitoyens concurrents, capitaliste ou travailleur, un ennemi qu'il faut ruiner, qu'il faut dépasser, qu'il faut vaincre, n'importe comment!

» Delà encore ces machines nouvelles, créations bienfaisantes du génie de l'homme, qui chassent aujourd'hui les prolétaires des manufactures et des ateliers dans la rue, alors qu'elles devraient alléger leur pénible tâche, la rendre moins longue et moins abrutissante, leur donner plus de bien-être et de liberté, afin qu'ils puissent, comme des membres effectifs de la grande famille belge, développer leurs intelligences et leurs facultés diverses, pour participer, comme des frères instruits, à l'étude et à la découverte des vérités éternelles qui doivent éclairer et guider les hommes, les nations, toute l'humanité.

» Oui, travailleurs salariés, c'est le règne du chacun pour soi, du laisser-faire laisser-passer, qui engendre tous vos malheurs,

toutes vos privations; c'est le désordre dans le travail, l'absence de toute direction intelligente supérieure, qui fait qu'on produit trop d'un côté, trop peu de l'autre, et que les produits ne peuvent pas s'échanger, ainsi que cela devrait toujours pouvoir se faire.

» De là encore cette absence d'équilibre, ce manque d'activité régulière et progressive dans les différentes professsions, métiers ou industries dont vous vivez; équilibre ou mode d'activité aussi nécessaire à la santé et à la vie du corps social belge, qu'il est indispensable à la santé et la vie de tous les citoyens belges individuellement.

» Citoyens, les besoins du corps de l'homme, les affections de son cœur et les facultés de son esprit, sont le résultat d'une organisation faite par Dieu même. Cette organisation n'étant pas le résultat du hasard, les moyens de satisfaire aux exigences matérielles et spirituelles de notre être, ne peuvent pas non plus être abandonnés au hasard, comme les économistes l'ont fait croire à tort jusqu'ici, mais les moyens de satisfaire aux besoins de tous les belges, pauvres et riches, doivent être organisés avec la même prévoyance et la même sagesse, ainsi que le disent les socialistes qui ont la raison et le sentiment pour eux. Or, les institutions sociales capables de ces effets, manquent à la Belgique, *le travail, la répartition et la distribution des produits n'étant pas organisés*, voilà pourquoi tant de nos compatriotes souffrent de la faim, du froid et de l'âme; quoique la terre, l'industrie, la population et les capitaux de la Belgique puissent produire des richesses pour y rendre tout le monde heureux.

» Faisons donc des vœux et des efforts pacifiques, pour *l'organisation du travail*, par l'association libre et volontaire du travail, du talent et du capital, avec la répartition proportionnelle au concours de chaque associé. Faisons naître et maintenir l'organisation de l'équilibre entre les besoins de la population belge et les différentes productions du pays. Alors nous serons tous libres et tous heureux.

» A l'œuvre donc, citoyens, car le mal sur la terre vient de

l'homme seul, et Dieu qui est bon, qui nous aime tous, sans exception, nous a donné pouvoir et intelligence pour faire disparaître le mal à jamais.

» A l'œuvre donc ; unissons nos voix, nos efforts et nos âmes pour sortir sans choc du bourbier actuel ; réunissons nos courages et nos expériences pour inaugurer, sans révolution violente, par l'usage de nos droits, l'ordre social nouveau qui portera sur son drapeau ces principes immortels : *Liberté*, *Egalité* et *Fraternité*, qu'il réalisera dans la vie des institutions et dans la pratique des lois.

» A l'œuvre, pour ériger cet ordre social, juste pour tous, équitable pour tous, pour l'enfant, pour la femme comme pour l'homme, pour l'individu comme pour la famille, pour le travail comme pour la propriété.

» A l'œuvre, pour fonder l'ordre social qui doit, selon la promesse de Jésus-Christ, établir définitivement le royaume de Dieu sur la terre. »

L'orateur qui avait prononcé ces paroles d'espérance, de paix, de concorde et d'amour, avait depuis longtemps quitté la tribune, que les convives du banquet, par une volonté sympathique irrésistible, applaudissaient encore à ses généreuses pensées.

Quelque temps après, au milieu des conversations animées, le président leva la séance en engageant les convives à se retirer paisiblement, afin d'avoir plus souvent l'occasion de se retrouver à de semblables fêtes, et afin que chacun put, sans regret, se ressouvenir demain, après demain, toute la semaine, du bonheur que tous les travailleurs avaient dû éprouver à se voir, à se serrer la main, et à s'entendre sur les moyens de hâter leur prochaine émancipation.

C'est dans une semblable disposition d'esprit et de cœur que le groupe d'ouvriers, dont nous avons parlé en commençant, avait quitté la salle du banquet. Mais bien que d'accord avec les autres convives pour repousser la violence, comme moyen de transformation sociale, ils ne savaient pas par quel procédé d'industrie, ou d'agriculture, ou de commerce, ou d'administration, il aurait été facile de poser les bases et d'élever l'édifice

majestueux du nouvel ordre social, quoique cette possibilité eut été affirmée par plusieurs orateurs entendus. Il répugnait à ces concitoyens de verser le sang de leurs frères, pour conquérir leur émancipation; mais en présence de leur peu d'instruction générale, de leur ignorance des moyens proposés par les socialistes, ils n'entrevoyaient que très-vaguement quelques mesures pacifiques de salut.

On le conçoit très-aisément. Le malade ressent bien l'intensité de ses souffrances, il croit et espère sa guérison prochaine quand un médecin dévoué et expérimenté la lui promet ; mais quoique désireux et empressé de recouvrer la santé, le malade ignore la nature particulière et précise, de même que l'action successive des remèdes indiqués par la science et connus du médecin. Ainsi en est-il pour les souffrances sociales du peuple ouvrier qui espère et veut sa prochaine guérison, sans qu'il sache précisément par quels moyens particuliers et gradués, les socialistes, ses amis dévoués et instruits de la science sociale, doivent le rendre à la dignité véritable, à la liberté réelle, enfin le sauver du paupérisme qu'il supporte depuis trop longtemps.

C'est ce manque d'instruction sociale suffisante, jointe à la tradition ou à la durée séculaire de leurs malheurs, qui font si souvent retomber les ouvriers dans l'idée désespérante, antichrétienne, qu'ils sont fatalement voués à souffrir sur la terre. Cette pensée est entretenue par l'ignorance et les préjugés des hommes du monde, parce qu'ils espèrent, en la propageant, maintenir un état de choses facile à supporter pour eux, et retarder définitivement l'émancipation des travailleurs à laquelle ils ne croient pas.

A peine sortis de la salle du banquet, où l'espoir le plus vif d'un meilleur avenir, pour eux et leurs familles, avait ranimé et réchauffé leurs cœurs, le groupe d'ouvriers recommençait à douter du triomphe de leur juste cause. Comme beaucoup d'autres, ils ignoraient les moyens pratiques de leur salut, les remèdes à leurs maux. Insensiblement, le plaisir, la joie, la gaieté firent place à un vague sentiment de tristesse, d'amer-

tume, de désespoir. La croyance au bonheur saluée tantôt s'évanouissait peu à peu, pour devenir un beau rêve, mais incapable de toute réalisation. Ces angoisses du cœur ne tardèrent pas à venir se manifester sur les lèvres. Un des ouvriers, précisément celui qui avait montré le plus d'enthousiasme pour l'avènement d'un ordre social plus humain pour tous, où le *droit au travail* serait garanti, cet ouvrier fut aussi le premier qui rompit le silence qui, sous la préoccupation intime de chacun, régnait parmi eux. Sans aucun doute, dit-il à ses camarades, Dieu est bon et juste pour toutes ses créatures, je crois le mal physique et la douleur morale la faute de l'homme ignorant et perverti, et non l'effet de la volonté de Dieu, qui a tout disposé sur la terre pour nous permettre d'être heureux, aimants et frères; mais avant qu'on en viendra là, il se passera encore plusieurs centaines d'années; quant à nous et à nos enfants nous ne le verrons jamais : nous sommes plongés dans le malheur, exploités dans notre travail; nous avons à peine de quoi vivre, souvent pas d'ouvrage, pas de pain dans l'armoire malgré tous nos efforts; nous sommes nés dans cette situation, nos parents y ont vécu, nous y mourrons comme eux quoique nous fassions. Ces dernières paroles furent dites avec un accent de douleur profonde, qui se communiqua par une commotion sympathique à ses compagnons d'infortune. Un nouveau silence régna parmi eux. Mais bientôt une voix forte se fit entendre pour protester, au nom des élans d'amour et de justice du cœur, contre l'idée désespérante de leur camarade; et les mêmes hommes, qui avaient douté de leur prochain salut, furent encore amenés à y croire!

J'ai lu, continua la même voix énergique qui avait provoqué la protestation unanime, j'ai lu quelques-uns des livres, où des hommes, des savants généreux et dévoués à nos intérêts, au bonheur de l'humanité entière, exposent les moyens pratiques d'améliorer déjà notre sort en moins d'une année, si nous le voulons, car cela dépend de nous, de notre union; et où ils exposent également les moyens pratiques de réaliser, d'ici à quelques années, notre complète émancipation.

Si vous le voulez, je vous exposerai, dès ce soir, quelques-uns de ces moyens pratiques, faciles à instituer.

Je ne vous dirai pas toutes les excellentes raisons, ni toutes les preuves pratiques que ces savants socialistes donnent dans leurs ouvrages du socialisme; mais j'en ai assez retenu pour vous dire que c'est par l'association de nos volontés et de nos efforts que nous nous sauverons; que c'est l'espérance en un meilleur avenir, qui doit être à l'ordre du jour dans nos rangs. Quant à moi, je hais et je méprise la morte résignation que certains hommes et certains journaux nous conseillent; je travaillerai au triomphe définitif du règne de la *liberté*, de l'*égalité* et de la *fraternité*, jusqu'au dernier souffle de ma vie. J'ai foi en la bonté de Dieu, et je crois au socialisme qui nous sauvera.

Si ce que vous dites des moyens proposés par les socialistes, est vrai, répondirent ses camarades, il n'y a pas de temps à perdre pour nous en instruire : voici un cabaret, entrons-y tous, nous vous écouterons attentivement. Ce qui fut dit, fut fait. L'ouvrier socialiste s'étant mis à l'extrémité de la table, autour de laquelle s'étaient assis ses camarades, il leur parla comme suit :

Mes amis, parmi les moyens démontrés par les socialistes, il en est d'applicables immédiatement par nous, et dont les excellents résultats se feront aussi sentir immédiatement. Il en est d'autres dont l'application peut être également commencée de suite, mais dont les effets salutaires ne se feront efficacement sentir que dans trois ou quatre ans. Je vous parlerai d'abord des premières mesures; ensuite je vous exposerai les raisons et les effets utiles des secondes.

Un des moyens pratiques que les socialistes recommandent beaucoup aux ouvriers, consiste à acheter en gros, en s'associant, toutes les denrées et toutes les marchandises de consommation régulière dans leurs familles. D'après les expériences faites, il en résulte tout de suite une grande amélioration de sort pour les ouvriers associés. Le but que les socialistes veulent faire atteindre aux ouvriers par ces associations, est de se

procurer, sans aucun travail en plus, beaucoup plus de bien-être avec le salaire que leurs maîtres accordent aujourd'hui. Ces associations, pour le ménage, sont extrêmement faciles à fonder et à faire marcher ; j'ai pu m'en convaincre en lisant les livres des socialistes. Vous ne serez pas peu surpris, sans doute, lorsque vous saurez que cette manière d'acheter notre pain, notre viande, notre houille, nos vêtements, notre café, notre bois, etc., enfin toutes nos denrées de consommation journalière, nous donnera au bout de l'année une économie de près de 200 *francs* et même au delà, pour un ménage de quatre à cinq personnes. Je vous en ferai tantôt le calcul, vous pourrez le vérifier vous-mêmes.

Comment cela? dit un des ouvriers, étonné de ce qu'il venait d'entendre. Je voudrais voir le socialiste qui enseignerait l'économie à ma femme, elle qui inventerait le diable et courrait une lieue loin pour épargner quelques centimes par jour ; encore elle ne peut venir à son compte avec les *trois francs* que je lui donne, quand l'ouvrage va bien. Nous n'avons pas vu de bouillon ni de viande depuis un mois ; les soldats et les prisonniers sont mieux nourris, habillés, logés que nous, qui créons la majeure partie des richesses sociales, c'est abominable? Eh bien, reprit l'ouvrier socialiste, écoutez-moi, et racontez ce que je vais vous dire à votre femme, en demandant son avis.

D'après les renseignements publiés par l'administration communale de Bruxelles, les bouchers fournissent de la très-bonne viande à 88 centimes le kilo, aux établissements du gouvernement et aux hospices de Bruxelles. Or vous savez qu'à la boucherie le kilo de la même qualité de viande se vend à 1 franc 40 centimes, c'est-à-dire qu'on donne aux militaires, aux prisonniers, aux malades et aux infirmes, qui travaillent peu et pas du tout, deux kilos de viande avec l'argent que nous donnons pour un seul kilo. Ce que je vous dis là pour la viande, est vrai pour le pain, c'est vrai pour les épiceries, pour l'huile, pour la houille, enfin pour tout. Vous comprenez bien que s'il était possible aux travailleurs de se procurer du pain, de la viande et des vêtements au même prix que le gouvernement et l'ad-

ministration communale de Bruxelles achètent pour leurs établissements, nous pourrions nourrir et entretenir nos femmes, nos enfants et nous-mêmes, infiniment mieux qu'aujourd'hui, avec beaucoup moins d'argent ; deux avantages qui ne sont pas à dédaigner.—Un signe de tête affirmatif de tous ses camarades fit connaître à l'orateur qu'il y avait parmi eux unanimité à cet égard.

Vous êtes certainement pressés de connaître comment les choses devraient se pratiquer à cet effet? Vous allez résoudre vous-même cette question ; ce qui vous prouvera, que si au lieu d'attendre inutilement l'amélioration de notre sort du gouvernement et de nos maîtres, nous nous en étions occupés nous-mêmes assidûment, nous serions depuis longtemps dans l'aisance, au lieu de vivre encore dans la gêne et dans la misère. Faites donc attention à ce que je vais vous dire, car c'est vous autres qui allez m'indiquer le moyen pour les ouvriers d'une même profession, de vivre à bon marché, et d'être beaucoup plus heureux avec le salaire qu'ils gagnent aujourd'hui.

En 1791, il y avait à Bruxelles 60 bouchers et la viande se vendait à 30 centimes le kilo.

En 1813, le nombre des bouchers avait augmenté de 60 à 250, aussi le prix de la viande s'était élevé pendant ce temps de 30 centimes le kilo à 45 centimes le kilo.

Depuis 1813 jusqu'aujourd'hui en 1849, le nombre de bouchers s'est élevé successivement de 250 à plus de 420, aussi depuis 1813 jusqu'en 1849 le prix de la viande est passé de 45 centimes à 1 franc 40 centimes le kilo.

A Paris, qui compte un million d'habitants, le nombre de bouchers est fixé ou limité juste à 400 ; il y a donc à Paris dix fois moins de bouchers qu'à Bruxelles, qui en a 420 sur une population de cent mille habitants.

Or la viande de bœuf se vend à Paris 1 franc le kilo, lequel coûte 1 franc 40 centimes à Bruxelles. Ainsi quoiqu'il y ait ici, eu égard à la population, dix fois plus de bouchers qu'à Paris, nous payons le kilo de viande la moitié plus cher. L'ouvrier parisien peut consommer un kilo et demi de viande pour l'ar-

gent que l'ouvrier bruxellois donne à un seul kilo. Si, comme le disent les économistes, parmi lesquels se trouve M. le bourgmestre de Bruxelles, *l'augmentation* du nombre de concurrents ou de marchands est le moyen certain, infaillible, d'obtenir la viande à bon marché, au plus bas prix possible, comment se fait-il alors qu'à Bruxelles où la concurrence doit être dix fois plus grande qu'à Paris, la viande au kilo nous coûte cependant la moitié plus cher, bien que le bétail sur pied coûte moins aux bouchers belges qu'aux bouchers français?

A Paris, 400 bouchers pour un million d'habitants vendent la viande 1 franc le kilo.

A Bruxelles, 420 bouchers pour cent mille habitants vendent le kilo de viande 1 franc 40 centimes.

D'après la théorie des économistes, plus il y a de marchands de viande, plus la concurrence est grande, et plus le prix doit être bas, c'est-à-dire la viande à bon marché; ils disent que c'est le résultat infaillible de la liberté illimitée du commerce. Or, en supposant qu'un bœuf coûtait, en 1791, 75 florins, et qu'il coûte aujourd'hui 150 florins, la viande devrait se vendre 60 centimes le kilo, si la concurrence des bouchers était restée la même; mais au lieu des 60 bouchers existant en 1791, il y en a 420 aujourd'hui, donc la concurrence est sept fois plus grande; on devrait conclure de là, selon la théorie enseignée par M. le bourgmestre de Bruxelles et les autres économistes de son système, que la viande devrait être vendue tout au plus 50 centimes le kilo. Au lieu de 50 centimes c'est 1fr. 40 centimes! Vous voyez, mes amis, que la pratique et l'expérience disent précisément le contraire de la théorie des économistes sur les effets inévitables de la libre concurrence, car à mesure que le nombre des bouchers de Bruxelles s'est accru de 60 à 250, de 250 à 420, le prix du kilo de viande est augmenté de 30 centimes à 45 centimes, de 45 centimes à 1 fr. 40 centimes.

Supposons que la dépense de chacun des 420 bouchers bruxellois avec la famille, s'élève en moyenne à 1200 francs, et qu'il en soit de même pour chaque boucher parisien.

420 bouchers bruxellois à 1200 fr. par an, ça fait 504,000 fr.
400 id. parisiens à 1200 fr. par an, ça fait 480,000 fr.

Différence en faveur des bouchers belges 24,000 fr.

Ainsi les cent mille habitants de Bruxelles ont à payer tous les ans 504,000 francs, au moins, de bénéfices aux 420 bouchers; tandis que le million d'habitants de Paris ne paie aux 400 bouchers français que 480,000 francs, 24,000 francs de moins que Bruxelles. L'impôt par tête d'habitant pour le service de la boucherie s'élève donc à Bruxelles à 5 fr. 04 c., et à Paris à 48 centimes; différence par tête 4 francs 56 centimes.

Voilà pourquoi, je le répète, le kilo de viande coûte à Bruxelles 1 franc 40 centimes, à Paris 1 franc. Ce qui n'empêche pas M. le bourgmestre de Bruxelles de dire à ses bons conseillers communaux, qui le croiront sur parole, vu qu'il ne se trompe jamais, les bouchers se coalisent; il faut en augmenter le nombre, il faut laisser vendre de la viande à domicile, c'est le moyen infaillible d'avoir la viande à bon marché. Eh! crient MM. les économistes, les bouchers s'entendent pour dire, que si vous diminuez le nombre de leurs pratiques pour l'augmentation du nombre de leurs concurrents, ils devront tous augmenter leur bénéfice au kilo! attendu que les besoins de leurs familles sont restés les mêmes et que c'est d'après cela que les bouchers font leur prix!

Pour les boulangers c'est absolument la même chose.

Ce n'est pas tout : à Bruxelles les boulangers sont mécontents de leurs bénéfices qu'ils ne trouvent pas assez élevés, ils demandent la réforme et la suppression du tarif; le bourgmestre trouve avec les boulangers que le tarif est une détestable chose; et la liberté illimitée du commerce, le laisser-faire de l'industrie est la panacée universelle de la richesse générale, du travail assuré aux ouvriers, du bon marché, sans fraude ni falsification d'aucune espèce.

D'après la théorie des économistes, oui!

D'après l'expérience, non, au contraire!

Organisez d'après les socialistes et l'expérience une boulan-

gerie et une boucherie communales, comme il en existe de nombreuses en France : la viande sera à 80 centimes le kilo et le pain du peuple à 20 centimes.

Ce que l'expérience nous apprend pour la viande, elle le confirme pour le pain, pour la confection des habits et des chaussures; plus il y a de boulangers, de maîtres tailleurs, de maîtres cordonniers, etc., plus le prix du pain, des habits, des chaussures a haussé de prix. Il est vrai, que ce sont toujours les maîtres et non les ouvriers qui en ont profité; j'en donnerai plus loin la raison. Pour en revenir à ce que je disais tantôt, vous voyez que, quand la théorie enseignée par les économistes prétend et annonce que l'augmentation du nombre des marchands, doit produire une baisse dans le prix des denrées de consommation, telle que la viande, le pain, etc., l'expérience depuis cinquante ans a toujours dit le contraire par une hausse très-notable, excessive.

Parbleu! dit un auditeur de la table, sans être un économiste profond, il me semble que je comprends facilement la hausse du prix ou la cherté de la viande à Bruxelles comparativement à Paris. En supposant que chaque habitant de Bruxelles, l'un parmi l'autre, consomme 70 kilos de viande par année, cela ferait 7 millions de kilos de viande pour les cent mille habitants. Si chaque habitant de Paris mange autant de viande que chaque habitant de Bruxelles, la ville de Paris consommerait annuellement 70 millions de kilos de viande; c'est-à-dire dix fois plus que Bruxelles. Ce doit être plus encore, car à Paris le peuple mange plus de viande et de pain, à Bruxelles plus de soupe et de pommes de terre, ce qui est une nourriture beaucoup plus mauvaise.

Les 420 bouchers bruxellois doivent donc gagner de quoi vivre, de quoi habiller leur famille, de quoi payer leur patente, le loyer de leur maison, l'instruction de leurs enfants, enfin de quoi pouvoir fournir à tous les besoins de leur existence bourgeoise; ils doivent gagner tout cela, sur les sept millions de kilos de viande, consommés annuellement à Bruxelles, tandis que les 400 bouchers parisiens peuvent reporter leurs bé-

néfices sur 70 millions de kilos, sur dix fois plus de kilos que les bouchers bruxellois. Aussi, quand le boucher français prélève un bénéfice de 4 centimes par kilo, le boucher bruxellois, doit-il, pour réaliser le même gain à la fin du jour, ou de l'année, prélever un bénéfice de 40 centimes par kilo; la différence est énorme! Voilà comment le prix de la viande est à Paris de 1 franc et à Bruxelles de 1 franc 40 le kilo.

Cela ne vous paraît-il pas juste? demanda à ses camarades l'ouvrier qui venait de fort bien expliquer le véritable motif de la cherté de la viande à Bruxelles. C'est fondé et clair, répondirent les autres.

Un troisième ouvrier ayant pris la parole, s'exprime ainsi :

D'après les faits cités par notre ami le socialiste, et le raisonnement du compagnon qui vient de parler, le remède à cet état de choses me paraît extrêmement simple, et je ne sais pas comment depuis longtemps l'idée n'en est pas venue aux ouvriers qui en sont tous victimes. Auparavant, mon enfant unique me coûtait bien moins de nourriture et d'entretien que les cinq gaillards que j'ai maintenant, la différence est grande, je vous assure; de même, si au lieu de 420 bouchers, on parvenait à n'en avoir plus qu'une dizaine, ou une vingtaine tout au plus, à Bruxelles, l'entretien de ces vingt bouchers avec leurs familles et leurs domestiques, coûterait vingt fois moins aux consommateurs de viande, que l'entretien des 420 bouchers existant actuellement. Alors le boucher reporterait sur 20 kilos, le bénéfice réalisé aujourd'hui sur un seul kilo. Il me paraît que ce moyen s'applique aussi bien aux boulangers, aux épiciers, aux marchands de toute espèce, qu'aux bouchers.

Fort bien raisonné, dit l'ouvrier socialiste, qui avait parlé le premier, vous avez, comme je vous le disais tantôt, trouvé vous-mêmes la solution de la vie à bon marché, à l'aide du salaire que nous gagnons actuellement. Nous devrions donc nous réunir entre ouvriers pour nous entendre, profession par profession, métier par métier; puis toutes les professions s'entendraient entre elles par des délégués élus, pour choisir un boucher, un boulanger, un épicier, un marchand de houille, etc., etc.,

chez lesquels nous nous procurerions à prix connu d'avance et réglé par tarif, toutes les denrées alimentaires et les autres produits pour notre consommation habituelle. Ou bien, on pourrait aussi nommer des délégués par profession, pour s'entendre sur les moyens d'organiser un ou plusieurs magasins, où l'on vendrait au prix de fabrique, avec un léger bénéfice pour les frais. Depuis la révolution de février, les ouvriers parisiens ont organisé de semblables magasins, qui fonctionnent à leur grande joie, et à leur grand profit. Leurs règlements et leur expérience nous serviraient de guide. Ce projet serait très-facile à réaliser entre nous : s'il y avait au commencement quelques difficultés à vaincre, nous en viendrons vite à bout ; il suffirait, aux ouvriers de choisir des commissaires ou des agents honnêtes, intelligents et probes ; d'être tolérants et amis les uns pour les autres, et surtout de fermer l'oreille aux conseils intéressés des commerçants et des maîtres, qui ne manqueront pas de dire, « *votre association, pour l'achat des denrées du ménage, n'est pas faisable.* » Elle est fort faisable, je vous le dis sans hésitation, et nous *la ferons*.

Est-ce que par hasard, les ouvriers de Bruxelles seraient plus bêtes que les Parisiens? Ils peuvent donc comme eux, faire une grande économie sur les frais du ménage et d'entretien de leurs familles.

Pour tous les travailleurs indistinctement, la question est de savoir s'ils veulent continuer à acheter très-cher de mauvaises denrées, ou s'ils veulent s'en procurer d'excellentes à bon marché? Pour moi, la réponse n'est pas douteuse, et pour vous? Pour nous pas d'avantage, répondirent les ouvriers présents à leur camarade le socialiste. Alors qui veut la fin, doit concourir aux moyens, reprit celui-ci.

Permettez-moi, continua notre ouvrier socialiste, de vous soumettre quelques preuves encore, sur les avantages que nous procurera l'association pour l'économie dans le ménage. Il y a à Bruxelles quatre fois plus de boulangers qu'à Paris, eu égard à la population, aussi le prix du pain est à Paris vingt-cinq pour cent meilleur marché. Un pain de 32 centimes à Paris

coûte 40 centimes à Bruxelles. Vous le voyez, toujours la cherté des denrées de consommation habituelle, accompagne l'augmentation du nombre des marchands. L'administration des hospices de Bruxelles, qui a sa boulangerie à elle, qui fait cuire son pain par ses propres agents, obtient, tous frais payés, pour 30 centimes le pain que nous payons 40 centimes chez les boulangers de la ville ! pour une famille de trois ou quatre personnes, qui mange deux pains par jour, cela fait 20 centim. de surplus par jour ; 72 francs par an. Pensez-y.

Voici une nouvelle preuve de l'économie que nous ferions par notre association pour le ménage.

Avant de nous arriver en mains pour être consommés, ou employés à notre usage, toutes les marchandises, tous les produits que nous achetons en détail, au jour le jour, sont passés du fabricant chez le négociant en gros, et du négociant en gros chez le boutiquier, le marchand en détail ; chacun de ces commerçants en a augmenté le prix, le plus qu'il a pu, sans avoir rien ajouté à la qualité ni à la quantité des produits.

Au moyen de notre association pour le ménage, nous faisons acheter directement chez le fabricant, les marchandises dont nous avons besoin, et nous faisons pour nous, les gros bénéfices que prélèvent aujourd'hui tous les agents parasites intermédiaires. Vous allez voir les avantages. Une pièce de drap de 1,000 fr., et mesurant 200 aunes, acheté directement chez le fabricant, à Verviers, par le négociant en gros, est vendue par celui-ci, au commerçant en détail, moyennant un bénéfice au moins de dix francs pour cent ; c'est-à-dire pour 1100 fr., augmentation de 100 francs qui n'a pas rendu le drap meilleur ni plus long ni plus large. Au contraire, c'est tout à fait comme si le négociant avait coupé 20 aunes de la pièce et qu'il eut vendu les 180 aunes restant, pour le même prix de 1,000 fr., auquel il a acheté les 200 aunes de la pièce entière.

A son tour le commerçant en détail, auquel nous sommes obligés d'acheter, augmente son prix d'achat de 15 à 20 pour cent.

De sorte que la pièce de 200 aunes, achetée pour 1,000 fr. au fabricant à Verviers, nous est vendue, en détail, plus de 1320 fr.! Ce qui fait une augmenmion de 320 fr.; bénéfice réalisé sur la vente, par le négociant en gros et le commerçant en détail. Donc, si au lieu d'acheter chez ce dernier, nous allions acheter chez le fabricant à Verviers, nous pourrions nous procurer 254 aunes pour les 1320 francs que nous payons actuellement pour avoir 200 aunes de drap.

Aujourd'hui cinquante ouvriers vont acheter isolément, individuellement, chacun pour soi, 4 aunes de drap, chez le commerçant en détail, pour se faire une redingotte et un pantalon. Ils paient ces 4 aunes 26 fr. 40 centimes, en tout 1320 fr. pour les 50 fois 4 aunes. Au moyen de notre association pour le ménage, la pièce de drap est commandée directement à Verviers, par l'agent de l'association, qui ne la paie que 1,000 fr. Ajoutez-y 5 pour cent, pour couvrir les frais du local et le traitement de l'agent préposé aux aunages, les 200 aunes de drap ne nous coûteraient encore que 1050 fr. en place de 1320 fr. de maintenant. Reste un bénéfice de 270 fr. à répartir entre les cinquante ouvriers qui ont acheté chacun un coupon de 4 aunes. A présent ces 4 aunes ne leur coûteront plus que 21 fr. juste, au lieu de 26 fr. 40. Ce qui fait un bénéfice net de 5 fr. 40 pour chacun. Or, 5 fr. 40, c'est le gain de deux fortes journées de travail et même de trois, par le temps qui court! Appliquez ce moyen à tous les autres achats, et vous serez étonnés de la somme des économies. Donc en nous associant, pour instituer une agence commerciale, qui nous vendra au prix d'achat chez le fabricant, plus une légère augmentation pour frais d'administration, nous gardons dans notre poche, à notre grand avantage, le bénéfice que prélèvent sur nos salaires, les marchands, intermédiaires entre nous consommateurs et les fabricants ou les producteurs.

En évaluant, au plus bas, l'économie qui résulterait pour un ménage de 3 à 5 personnes, pour l'achat de pain, de la viande, de la houille, des pommes de terre, on arrive à plus d'un demi

franc par jour, environ 200 francs par année. Pour beaucoup de ménages l'économie serait plus grande encore.

Or, mes amis, 200 francs de plus par année, dans un ménage d'ouvriers, c'est de quoi parer à plusieurs semaines de chômage, faute de travail ou par maladie ! 200 francs par année, c'est pour toute la famille, la possibilité d'un logement plus sain, d'un ameublement plus commode et plus agréable ! 200 francs de plus par année, c'est un meilleur pot au feu deux ou trois fois la semaine, ce sont des vêtements plus décents et plus chauds, quelques nobles plaisirs, pour nous faire oublier la monotonie de notre état !

Qu'en dites-vous, vous qui doutiez, tantôt, au sortir du banquet, de la possibilité d'améliorer jamais notre sort, et n'avais-je pas raison de protester contre l'idée décourageante de la perpétuité de notre misère ? Je vous le répète, l'expérience a prouvé suffisamment que nous devions nous sauver nous-mêmes, sans compter sur l'initiative des maîtres et des capitalistes, dont les intérêts sont aujourd'hui tout à fait opposés à ceux des ouvriers, des travailleurs salariés. Sachons profiter de la leçon du vieux proverbe : *Aide-toi, le ciel t'aidera.*

Que diront nos ménagères, lorsque vous leur aurez raconté les avantages de ce projet ; et que diront-elles lorsque, par leur union, leur bonne entente et leur dévouement paternel, les travailleurs salariés l'auront réalisé ?

Avais-je raison d'affirmer qu'il dépendait de nous d'améliorer de beaucoup notre sort en moins d'un an ?

Oui, diront unanimement les autres ouvriers, vous aviez raison.

Maintenant, trouvez-vous que les hommes, les socialistes, qui cherchent à répandre de semblables idées parmi les ouvriers, sont les ennemis de la famille, de la propriété et du bonheur de la Belgique ?

Allons donc ! des socialistes pareils sont nos amis et nos défenseurs ; si les socialistes dont on vous a dit tant de mal, ont encore de pareils moyens, nous sommes tous socialistes jusqu'à la fin de nos jours, reprirent les ouvriers.

Eh bien, dit l'ouvrier socialiste, ils en ont encore une foule d'autres, tous aussi avantageux pour les intérêts des travailleurs. Je vous ai parlé, ce soir, du moyen de garder dans notre poche, les bénéfices que fait le commerçant sur les produits que nous consommons ; dimanche prochain, si vous le voulez, je vous exposerai un projet tendant à répartir entre nous ouvriers salariés, le gain fait par le capital sur nos travaux. Vous verrez, encore une fois, qu'il n'est pas plus difficile aux ouvriers d'empêcher l'exploitation de leur travail par leurs maîtres, que l'exploitation de leur ménage par les commerçants. Pour tout cela il faut s'entendre, s'associer en pensées et en efforts ; à dimanche donc, si vous voulez?

Parbleu, que nous y serons tous ; les idées et les moyens pratiques que vous venez de nous faire comprendre, nous enchantent et nous rendent heureux ; ce sera pour nous un véritable plaisir de vous écouter encore, et même nous vous promettons un renfort de camarades, auxquels nous aurons raconté pendant la semaine les projets d'avenir et les moyens de bonheur, dont nous avons entendu parler ici et au banquet. Après quoi chaque ouvrier se leva, serra la main aux camarades, leur souhaita au revoir, à dimanche, et retourna paisiblement, le cœur joyeux, auprès de sa femme et de ses enfants.

—

CHAPITRE II.

ASSOCIATION POUR LA PRODUCTION.

Dans ce chapitre on prouve les bénéfices que procure l'association pour le travail, entre les ouvriers d'une même profession.

Le dimanche suivant, vers six heures du soir, nos travailleurs arrivaient au cabaret désigné, en compagnie d'un grand nombre de camarades d'atelier, qui avaient été surpris des économies qu'ils retireraient de l'organisation, par l'association, d'un grand magasin des denrées et des marchandises consommées journellement dans leur ménage.

Le baes et la baesine furent effrayés d'entendre dire que ces ouvriers allaient s'occuper de quelques projets socialistes, tendant à empêcher *l'exploitation de l'homme par l'homme*. Leurs gazettes, *l'Indépendance* et *l'Observateur*, parlaient toujours des ouvriers socialistes comme voulant partager les propriétés et donner aux paresseux des moyens d'existence comme aux bons travailleurs, enfin des hommes qui cherchaient la destruction et la ruine de la Belgique ; de manière que le baes voyait déjà, dans son esprit, les ouvriers se battre, casser et briser ses meubles, après avoir bu sa bière sans payer. L'idée lui vint de chercher la police et les gendarmes. Au moment d'y aller, un grand silence se fit dans le cabaret, le baes resta pour en savoir la raison. Alors l'ouvrier socialiste, de dimanche dernier, déclara qu'il était certain d'exprimer la volonté de tous les travailleurs, en annonçant que tout individu qui essayerait de troubler la réunion, de faire du désordre, soit par des gestes, soit par des cris, soit par des paroles inconvenantes, ne méritait pas de figurer dans les rangs des ouvriers socialistes, qu'il serait de suite chassé de l'estaminet, comme s'étant conduit d'une manière indigne du sentiment et du but de leur société.

Des applaudissements unanimes approuvèrent ces paroles ; seulement deux ou trois individus, qui n'avaient pas applaudi, s'esquivèrent doucement sans rien dire ; ils avaient sans doute été payés par quelques ennemis du bonheur et de l'association des travailleurs, afin de provoquer au désordre, à la haine et à la bataille, et faire croire ainsi aux travailleurs qu'ils ne s'entendraient jamais sur leurs intérêts, ni sur les moyens d'améliorer leur position. En pareil cas, les ouvriers ne peuvent être assez sur leurs gardes.

Le baes et la baesine furent donc bien étonnés d'apprendre que ce que certains journaux racontaient tous les jours à leurs abonnés, sur la tendance des ouvriers socialistes et des socialistes, n'étaient que de méchantes calomnies, inventées par les ennemis du peuple, par les rédacteurs de gazettes payés, par les privilégiés du capital, qui vivent et s'enrichissent de plus en plus des bénéfices énormes qu'ils font sur les denrées de con-

sommation et sur les salaires. Le bacs, ayant repris confiance, ne pensa plus à la police qui ne fut aucunement nécessaire. Tout le monde alors s'étant assis dans le plus grand ordre, et le calme le plus parfait régnant dans l'estaminet, l'ouvrier socialiste prit la parole en ces termes :

Mes amis, nous avions assisté, il y a huit jours, à un banquet démocratique et socialiste qui nous avait mis l'espoir au cœur. Mais voilà qu'au sortir de la fête plusieurs de nos camarades, ici présents, se sont mis à douter de la possibilité de nous émanciper, de devenir bientôt des citoyens libres, de nous élever en bien-être, en moralité et en instruction.

Comme j'ai lu pendant mes loisirs du dimanche et pendant les jours de chômage forcé, quelques-uns des livres des socialistes, qui se sont occupés des moyens d'améliorer notre sort, j'ai protesté contre cette opinion que Dieu, qui nous a donné des besoins personnels, qui nous a donné des enfants, des sœurs, des femmes à nourrir et à rendre heureux, ne nous aurait pas donné, en même temps, les moyens, la puissance d'accomplir tout à fait nos devoirs. L'idée d'un Dieu bon et juste repousse victorieusement l'idée de la perpétuité du malheur des ouvriers, qui forment le plus grand nombre d'hommes en Belgique, comme dans tous les pays du monde.

Après avoir blâmé le découragement des camarades, je leur ai expliqué les grands bénéfices que nous pourrions faire par l'organisation d'un comptoir de subsistances, destiné à acheter en gros et au comptant, toutes les choses que nous achetons habituellement avec notre salaire journalier; d'acheter tout cela en gros et à bon marché, pour le revendre en détail, au prix d'achat, augmenté de quelques frais, entre tous les associés de cet établissement.

Je leur ai démontré la facilité de faire l'argent nécessaire à cet établissement, par une cotisation de quelques centimes par semaine, versés par les ouvriers de chaque profession, entre les mains de délégués sûrs, honnêtes, capables et instruits, pour former un conseil central qui serait chargé d'organiser avec l'argent versé le magasin et la vente des denrées à un prix fixé par le tarif.

J'ai démontré à mes camarades qu'il en résulterait une économie claire et nette d'au moins 200 francs par an, pour une famille de trois à cinq personnes ; 200 francs que nous donnons aujourd'hui en pure perte aux boutiquiers détaillants, chez lesquels nous achetons très-cher de mauvaises marchandises ; car les commerçants, comme vous le savez, n'ajoutent ni à la qualité ni à la quantité des produits qu'ils vendent. Au contraire ils trompent, en général, autant qu'ils peuvent sur le prix et la mesure ; ils cherchent à vendre du mauvais pour du bon. Plus il y a de marchands épiciers, de marchands d'étoffes, de boutiquiers de toute sorte dans une ville, plus les acheteurs ont à leur payer des profits ; car ce n'est qu'avec les profits que les commerçants font sur la vente, qu'ils paient le loyer très-cher de leur maison, les contributions élevées à la commune, à la province et au gouvernement ; c'est encore avec les profits faits sur la vente que les commerçants paient toutes les dépenses de ménage, de plaisirs, d'instruction de leurs enfants, de toilette de leurs femmes, et que dans leurs vieux jours ils se retirent des affaires pour vivre de leurs rentes. Tout cela avec les bénéfices faits en grande partie sur les achats que nous faisons chez eux, car c'est la classe ouvrière, ce sont les travailleurs qui forment l'immense majorité des consommateurs de produits vendus par les commerçants-boutiquiers, au nombre de 1,500 à Bruxelles. Sans doute que vous aurez compris notre grand intérêt à former une pareille association, qui laissera dans la poche de notre ménagère, les petits et les grands bénéfices qui en sortent maintenant à son grand regret et à notre grand détriment.

Aujourd'hui, mes amis, je veux vous parler d'un projet d'association entre travailleurs d'une même profession, pour s'affranchir de l'exploitation par le capital ; car sans compter les autres souffrances dont les travailleurs ont à se plaindre, ils sont doublement exploités dans leurs moyens d'existence journalière ; savoir :

1° Comme consommateurs, les ouvriers sont victimes de l'exploitation de leur salaire par le commerce.

2° Comme producteurs, les ouvriers sont victimes de l'exploitation de leur travail par le capital.

Si vous voulez bien m'écouter avec la même attention et avec la même bonté que nos camarades, il y a huit jours, je vous démontrai qu'il y a beaucoup de professions où les ouvriers peuvent s'affranchir en fort peu de temps de l'exploitation de leur travail par leur maître au nom du capital. C'est ce que je vais vous expliquer dans dix minutes. Auparavant je dois vous donner une autre explication : Lorsque j'ai parlé à des bourgeois capitalistes, des avantages des associations d'ouvriers pour le ménage et pour le travail, ils ont reconnu de suite, avec moi, qu'il en résulterait immédiatement pour les travailleurs une grande amélioration de sort ; mais ces personnes m'ont demandé aussitôt ce que deviendraient les commerçants, qui vivent des bénéfices faits sur la vente aux ouvriers? Que feront des centaines de maîtres qui vivent aussi en partie des profits faits sur la besogne des travailleurs? Vous allez ruiner tout d'un coup plusieurs centaines de familles à Bruxelles et partout où ces associations s'établiront, m'ont dit ces personnes. Voici ce que je leur ai répondu : Est-ce que votre plus grand désir, à vous, Messieurs, qui êtes riches, n'est pas de vivre en bonne santé, sans devoir recourir au médecin et à l'apothicaire? Oui, sans doute, m'ont-ils répondu. Est-ce que ce désir d'être sain, dispos, sans maladie, n'est pas universel dans le monde, à Bruxelles, à Gand, à Paris, etc.? Oui, sans doute, m'ont-ils encore répondu ; mais où voulez-vous en venir avec votre médecin, votre apothicaire et votre santé? Où je veux en venir, messieurs, leur ai-je répondu, c'est que vous, ni vos femmes, ni personne de vos familles, ni personne dans le monde, quel qu'il soit, ne se donnera une maladie pour faire vivre le médecin, le chirurgien et l'apothicaire.

Quand à cela, m'ont-ils répondu, vous avez raison?

Puisque vous en convenez, Messieurs, pourquoi les ouvriers qui sont pauvres et n'ont pas assez pour se donner le nécessaire, iraient-ils plus chez le commerçant, que vous riches, chez le médecin quand vous n'en avez pas besoin ; plus chez leurs mal-

tres, que vous chez le pharmacien, puisque les ouvriers peuvent, en s'associant, aussi bien se passer du maître et du commerçant qui vivent à leurs dépens que du médecin et du pharmacien qui vivent aussi de la bourse des malades. Vous avez parbleu raison farceur, m'ont-ils dit, nous n'y avions par réfléchi aussi profondément.

Et bien, Messieurs, ai-je continué à leur dire, les ouvrier salariés et exploités ne veulent pas plus la mort des maîtres ni des commerçants que vous des médecins et des pharmaciens, mais ils veulent comme vous y recourir le moins possible, et même s'en passer tout à fait s'ils peuvent y parvenir, comme vous riches du médecin, de l'avocat, du juge et de la police, du curé et du pharmacien. C'est pour cela que les ouvriers salariés se réunissent et vont fonder des associations, non pas, je le répète, par haine de qui que ce soit, mais par amour de leur propre indépendance, de leur propre liberté, de leur dignité. D'esclaves qu'ils ont été jusqu'ici et qu'ils seront aussi longtemps qu'ils vivront isolément, chacun pour soi, ils veulent devenir des hommes libres et heureux, instruits et moraux, en fraternisant et en s'aidant par le moyen des associations. Telle est l'explication que je voulais vous donner; à présent, mes amis, je commence mon sujet.

Avant d'avoir lu et compris les ouvrages socialistes qui exposent les avantages des associations des travailleurs, ainsi que la facilité de les organiser la plupart du temps, je ne comprenais pas l'existence des travailleurs sans le salaire du maître, aujourd'hui, je ne comprends pas comment cet état de chose a duré si longtemps. Le moyen pour nous d'y remédier est si simple et d'une pratique si facile. Déjà, il y a un commencement d'association à Bruxelles entre les cordonniers, les typographes, entre les tapissiers, les marbriers, les tailleurs, etc., mais la plupart de ces associations doivent encore s'étendre, se développer pour donner de meilleurs fruits. A Paris une foule d'associations marchent fort bien, en procurant de bons bénéfices aux associés. Je citerai entr'autres à Paris les associations des tailleurs, des cordonniers, boutonniers, cuisiniers et une

foule d'autres, et à Bruxelles les associations des typographes, des tailleurs, des bottiers, des marbriers, etc.

Les ouvriers tailleurs de Bruxelles ont jeté les bases d'une association pour le travail, ils ont voté le règlement de l'association, nommé le conseil d'administration, le directeur, fixé la cotisation à fournir par chaque ouvrier associé pour former le capital social, ils ont déterminé le prix des façons et la manière de répartir les bénéfices entre les associés.

Les ouvriers cordonniers en ont fait autant, et déjà l'association des cordonniers a son local, rue Haute, 195, à Bruxelles.

Voici comment les travailleurs de ces deux professions ont raisonné leur affaire :

D'où provient notre occupation? de nos maîtres. Non, elle provient des besoins de vêtements et de chaussures des habitants de Bruxelles et des faubourgs. Nos maîtres n'existeraient pas qu'il faudrait toujours confectionner le même nombre d'habits, de souliers, de brodequins, etc., etc. Ainsi la source de la besogne n'a rien de commun avec l'existence des maîtres tailleurs et des maîtres cordonniers et bottiers; le nombre d'habits et de bottes à faire par les ouvriers dépend uniquement des clients.

Mais si nos maîtres ne créent pas la besogne, sont-ce eux qui fabriquent les étoffes et les cuirs que nous transformons en vêtements et en chaussures? Non, pas davantage ; ils les achètent à crédit chez le fabricant ou le négociant, ou bien les reçoivent de la pratique directement.

Sont-ce nos maîtres qui font le travail de la couture des vêtements, des bottes et des souliers? Non, c'est nous, ouvriers salariés, toujours de plus en plus mal payés.

Mais alors que font donc nos maîtres pour les gros bénéfices prélevés sur nos fatigues et nos sueurs? En regardant bien, nous voyons que leur besogne se réduit tout bonnement à prendre une patente, à louer un local, à prendre mesure à la pratique quand elle se présente ou quand elle les fait appeler, enfin à faire ou à faire faire la coupe des marchandises. Voilà, en tout

et pour tout, la part des maîtres tailleurs et des maîtres cordonniers dans le travail de nos professions.

Or, se sont dit les ouvriers, en nous associant, chacun versera ou payera une certaine somme pour faire le capital social; nous prendrons une patente au nom de l'association; nous louerons une maison au nom de l'association; nous nommerons un, deux, trois ou quatre agents de l'association pour recevoir ou aller voir la pratique, pour faire le travail de la coupe et pour diriger l'association. Dès lors plus de maîtres qui escomptent nos labeurs, mais des associés recevant chacun suivant son travail, des frères ayant un même but, le même intérêt : la prospérité de l'association.

Par le bon marché et la qualité supérieure du confectionnement de nos produits, nous pouvons défier la concurrence de tous les maîtres, si ceux-ci pouvaient encore, au bout de quelque temps, trouver des ouvriers salariés. C'est ainsi que nous pourrons répandre sur nos familles, et dans les rangs des ouvriers tailleurs et cordonniers, la part légitime du prix de notre travail dont nous sommes privés aujourd'hui. Voilà ce que se sont dit, avec beaucoup de raison, les ouvriers tailleurs et cordonniers de Bruxelles. Vous allez voir les résultats avantageux qu'ils retireront de leur association dès qu'elle marchera bien.

Prenons d'abord les tailleurs.

Il y a à Bruxelles environ 600 maîtres tailleurs patentés, sans compter les maîtres tailleurs des faubourgs; ces maîtres emploient en tout 1,500 ouvriers salariés. En comptant, au plus bas, que chaque maître ne gagne, l'un parmi l'autre, qu'un franc par jour sur l'ensemble de ses ouvriers, et en ne comptant l'année que de 300 jours au lieu de 365, vous verrez que les bénéfices faits par les maîtres tailleurs sur le travail salarié de leurs ouvriers, s'élèvent annuellement à 180,000 francs, cent quatre-vingt mille francs! Mais on peut hardiment dire que les bénéfices sur le salaire des ouvriers s'élèvent à plus du double, c'est-à-dire à 2 francs par jour, ce qui fait 360,000 francs par an. Cependant nous ne compterons les bénéfices faits sur les ouvriers qu'à 180,000 francs.

Les maîtres tailleurs ne sont pas seulement acheteurs de travail, ils sont encore marchands de drap, la plupart du moins. Supposons qu'il n'y ait que 300 marchands d'étoffes sur les 600 tailleurs patentés existant, et que chacun de ces 300 tailleurs ne gagne, en moyenne, que la bagatelle de deux francs par jour. Vous aurez une nouvelle somme de 180,000 francs à ajouter à la somme de 180,000 francs prélevée sur les salaires. Voilà déjà 360,000 francs; trois cent soixante mille francs par an, que par leur association les ouvriers tailleurs feront pour eux-mêmes et partageront entre eux, sans que pour cela ils aient eu à travailler une heure de plus qu'auparavant. D'après ces calculs, le bénéfice par an et par maître ne s'élèverait qu'à 600 francs en moyenne; évidemment le gain réel est plus grand mais nous voulons évaluer tout au plus bas. Déduisons encore 60,000 francs de frais pour l'association des ouvriers tailleurs, il restera toujours 300,000 francs de bénéfice net; ce qui, pour chacun des 1,500 ouvriers, fait 200 francs à ajouter au salaire qu'ils gagnent actuellement. A deux francs par jour, les 200 fr. peuvent combler 100 jours de chômage, ou tenir lieu de plus de trois mois d'inactivité.

Ce n'est pas tout; l'association des ouvriers tailleurs ferait, pour ses associés, le commerce en gros; elle achèterait directement au fabricant d'aiguilles, de soies, de fils, de boutons, de fournitures, etc., toutes choses que l'ouvrier achète aujourd'hui en détail chez les boutiquiers. En n'estimant le bénéfice réalisé par ceux-ci qu'à 10 centimes par jour, par ouvrier, cela fait juste 30 francs par an de 300 jours; encore 15 jours de chômage pendant lesquels l'ouvrier aura du pain pour lui, sa femme et ses enfants.

Voilà, mes amis, quelques-uns des avantages des associations d'ouvriers. Ici, plus d'exploitation arbitraire, mais de la justice distributive, de l'équité, de la fraternité; chacun reçoit le prix légitime de son activité et de ses efforts.

Pour les cordonniers nous pourrions recommencer le même calcul, et nous aurions à peu près les mêmes bénéfices; car il y a à Bruxelles 700 maîtres cordonniers, bottiers, patentés, et

1,400 ouvriers, sans compter ceux des faubourgs. Ces chiffres sont exacts. Vous le voyez : les économies de l'association sont énormes comparées aux dépenses nécessitées par la concurrence individuelle. Je vais vous en fournir une nouvelle preuve.

Les 600 maîtres tailleurs paient au moins 10 francs chacun pour la patente, en tout six mille francs par an, rien que pour la patente seule. Les maîtres cordonniers en paient autant, au nombre de 700, cela fait de nouveau 7,000 francs. De plus, la moitié au moins des 1,300 maîtres tailleurs, cordonniers et bottiers, a une chambre ou un salon exprès, ou un comptoir pour recevoir la pratique ; cela fait, pour 1,300 maîtres, 650 locaux, qui se loueraient en moyenne, avec le mobilier, à 15 fr. par mois ; ce qui est très-peu ; 650 chambres garnies, ou comptoirs, ou boutiques, à 15 francs par mois, cela fait pour chaque maître une dépense de 12 fois 15 francs, ou 180 francs par an ; et pour les six-cent-cinquante maîtres, 650 fois 180 francs, ou 117,000 francs de dépenses dont la majeure partie sera économisée par l'association des ouvriers.

Ainsi d'un côté 6,000 francs, et 7,000 francs pour la patente, total 13,000 francs ; de l'autre côté 117,000 francs pour les locaux devenus inutiles, cela fait un total de 130,000 francs d'économies. 130,000 francs dépensés aujourd'hui en pure perte pour les ouvriers de la profession ; car bien certainement les frais de patente et de locaux ne dépasseraient pas pour les tailleurs les 60,000 francs désignés tantôt.

Avais-je raison de vous dire tantôt, en répétant les paroles de Jésus-Christ : « *Bonheur et abondance aux familles des ouvriers associés.* »

Quelles que soient vos professions respectives, mes amis, les bénéfices faits par le capital et par les patrons sur les travailleurs, ne sont pas moins grands ; et toujours c'est par l'association, par l'association seule, que les travailleurs l'empêcheront. Ne comprenez-vous pas que Dieu ayant créé les hommes pour vivre en frères, c'est-à-dire comme des associés, la bonté de Dieu, d'accord avec sa volonté, a dû déposer dans l'association tous les germes de richesses, de bonheur, d'égalité et de fraternité ?

Les capitalistes, eux, ont compris la puissance étonnante de l'association, mais nous en avons été jusqu'à présent victimes. Cent capitalistes ayant chacun 10,000 francs, en réunissant leur avoir, forment un fond social d'un million, avec lequel ils fondent une fabrique, une industrie ou une exploitation quelconque qui leur permet de faire une concurrence ruineuse, mortelle à tous les petits fabricants qui travaillent pour leur compte avec un capital de 20,000 francs, de 30,000 francs, de 100,000 francs et même de 300,000 francs. De là, le chômage forcé pour nous, la mort pour tous les petits fabricants qui ne peuvent faire concurrence aux immenses fabriques. A notre tour, servons-nous de la puissance de l'association pour nous émanciper, pour amener le capital à ne recevoir que les justes intérêts des sommes qu'il nous prête, qu'il prête à l'industrie, à l'agriculture, à toutes les branches de la production des richesses. Demandons, et faisons qu'à la guerre industrielle, aux tromperies de toute espèce, à l'exploitation du travail et du talent par certains Robert-Macaire, qu'à l'exploitation de l'homme par l'homme, du citoyen par le citoyen, du Belge par le Belge, du frère devant Dieu par le frère devant Dieu ; qu'à cette société inique, barbare par son indifférence, se substitue bientôt une Belgique fraternelle, procédant à l'organisation du travail par l'association basée sur la répartition des bénéfices proportionnellement à la mise des associés en travail, en talent et en capital. C'est ainsi que les Belges accompliront cette autre parole de Jésus-Christ : « *Réalisez d'abord le royaume de Notre Père, qui est au ciel, et tous les biens vous seront donnés par-dessus.* » C'est-à-dire associez-vous, d'après la justice, vous aurez la fraternité pour laquelle je suis venu.

Pour en revenir à l'association des ouvriers tailleurs de Bruxelles, voici quelques-unes des dispositions de leur règlement, voté et adopté par 150 ouvriers environ.

DU BUT DE L'ASSOCIATION.

L'association des ouvriers tailleurs a pour but :

1° D'assurer, autant que possible, l'indépendance des tra-

vailleurs, en leur garantissant la possession des instruments du travail ;

2° De donner à chaque associé, du travail en rapport avec sa force et sa capacité ;

3° De répartir équitablement, entre tous, les produits et les bénéfices du travail ;

4° De substituer à l'individualisme et à la concurrence, l'union et la solidarité, afin de pratiquer la fraternité.

Puis, après avoir posé les conditions d'admission dans l'association, après avoir fixé la cotisation de 10 francs à payer par chaque associé pour former le capital social, qui doit servir à payer l'avance de la patente, du loyer du local, des frais d'administration et des employés de l'association ; après avoir déterminé le mode de nomination du comité de direction, et les attributions ou les fonctions de chaque membre du comité directeur, le règlement détermine de la manière suivante la répartition des bénéfices, déduction faite du prix payé aux ouvrages d'après un tarif :

1° Un quart des bénéfices est distribué entre tous les associés ;

2° Un quart des bénéfices servira à l'accroissement du fond social ;

3° Un quart des bénéfices servira à l'accroissement du fond de réserve, qui portera le nom de *Caisse d'assistance fraternelle pour les malades, pour les invalides, pour les veuves et les orphelins des ouvriers tailleurs ;*

4° Un quart pour venir en aide aux autres associations qui voudraient se constituer dans d'autres professions.

Il y a dans le règlement des ouvriers tailleurs beaucoup d'autres dispositions toutes aussi intelligentes, aussi dignes, aussi bonnes, aussi recommandables aux autres associations. Le règlement de l'association des ouvriers cordonniers bottiers, est conçu dans le même esprit de fraternité, d'après ce que m'a dit un des associés.

Les avantages de l'association pour l'achat des denrées ou des produits de consommation habituelle parmi les ouvriers, n'ont

pas échappé à nos camarades, car leur règlement contient un article spécial qui ordonne, *au comité directeur*, d'étudier et de réaliser le plus promptement possible, mais dans les ressources de l'association, le moyen d'amélioration du sort des associés, en ce qui concerne l'habitation, la subsistance et les autres besoins de la vie.

Sans aucun doute, les ouvriers tailleurs et cordonniers de Bruxelles, qui entrent les premiers dans la voie de l'association pour le travail, auront bien des difficultés à vaincre; les associés seront plus d'une fois en désaccord en commençant, sur la bonté ou le défaut de tel ou tel moyen, vanté par les uns, décrié par les autres; mais ils savent que les plus belles inventions ont été d'abord mal appliquées, ensuite perfectionnées, perfectionnées et toujours perfectionnées. Avant de construire un grand palais et une belle église, les hommes ont dû construire de petites huttes et de très-petites chapelles, mais déjà dans la plus petite, la plus misérable cabane en planches, en terre, en branches d'arbres, les habitants se trouvaient mieux qu'en plein air, exposés à la pluie, à la neige et au froid. Les défauts de ces premières habitations ont servi à en construire de meilleures; de cette manière ils ont appris à bâtir une maison à un étage, puis à deux étages, puis ils ont fait de grands hôtels, enfin des palais et de grandes cathédrales. Pour peu, mes amis, que nous aurons senti les bienfaits de l'association, nous comprendrons par l'expérience ce que nous comprenons déjà maintenant par notre esprit, dont le jugement et les idées précèdent toujours la pratique; afin de nous éclairer et de nous faire persévérer.

Au musée des armures, à Bruxelles, se trouvent plus de deux cents systèmes de fusils, différents tous les uns des autres par quelque chose; il y a depuis le fusil à mèche, construit immédiatement après l'invention de la poudre, qui nous vient de la Chine, jusqu'aux excellentes carabines et fusils à capsules. Quelle différence énorme entre ces premières armes et celles qu'on fabrique à présent! Les fabricants d'armes ne se sont pas découragés par les défauts et les imperfections des fusils à mèche, mais ils en ont étudié les défauts, les inconvénients pour les faire dis-

paraître : ils y sont parvenus, vous le voyez. Les travailleurs en feront autant ; ils en sont capables ; ils vaincront les défauts et les difficultés des premières associations d'ouvriers. Ne cultivez pas bien un grain de blé, vous perdrez le grain qui pousse mal et qui dépérit ; soignez-le, arrachez la mauvaise herbe qui empêche la naissance du grain de blé, au lieu d'un grain mis en terre vous en récolterez cent. Veillons, mes amis, veillons pour que les manœuvres des faux frères n'étouffent pas la croissance du principe d'association qui, au lieu de cent grains pour un, nous en donnera mille et davantage encore. N'oublions pas que la première machine à vapeur avait la forme d'un coquemar ; ce coquemar, qui vous fait rire, a servi pourtant à faire connaître la force contenue dans la vapeur de l'eau. Puis, d'année en année, d'amélioration en amélioration, les mécaniciens ont transformé le coquemar en ces admirables machines locomotives de nos chemins de fer, et en ces puissants moteurs qui communiquent la vie et la force aux immenses ateliers de l'industrie. Le principe d'association que nous connaissons à peine, mes amis, possède une puissance d'expension bien plus grande et bien plus salutaire que la poudre, bien plus féconde et plus énergique, pour notre bonheur, que la vapeur d'eau ; ne négligeons donc rien pour en améliorer incessamment l'application. Je vous le redis encore, courage, patience, accord ; l'émancipation des prolétaires, des opprimés, des salariés, de nous tous enfin, en sera le fruit délicieux et durable. Soyons résolus et décidés à bannir de la discussion de nos intérêts, cet esprit de discorde et de personnalité que ne manqueront pas de provoquer nos ennemis, parce qu'il fait périr la meilleure des entreprises ; que chez chaque travailleur l'amour-propre se taise et se sacrifie honorablement sur l'autel des intérêts communs, devant la grandeur du but à atteindre, pour assurer la glorieuse conquête de notre émancipation !

Certainement que les ouvriers de toutes les professions sociales ne pourront pas réunir le capital qui leur est nécessaire, aussi facilement que les cordonniers et les tailleurs, mais il en existe un grand nombre où cela est facile. Les autres professions

peuvent toujours, en attendant, s'associer pour l'organisation du grand magasin de denrées et de marchandises consommées dans nos ménages. Ensuite, il n'est pas toujours nécessaire de commencer un grand établissement, bien souvent une petite association, dont les membres s'entendent et se dévouent les uns aux autres, prospère, car le capital des associations d'ouvriers se faisant par des cotisations fréquentes, est par là bientôt réalisé; ce capital sera comme la boule de neige, d'abord petite, qui roule parce qu'on la pousse, devenant ainsi de plus en plus grosse. Voilà, mes amis, les idées que j'ai voulu vous exposer; ne perdons pas de vue que je n'ai pas indiqué la moitié des avantages de l'association, mais je crois que cela suffit pour vous en faire apprécier l'importance pour l'amélioration de notre sort présent et futur. Un autre soir je continuerai le même sujet. Pour aujourd'hui je résume ainsi :

Abolition de l'exploitation des travailleurs salariés par le commerce ;

Abolition de l'exploitation des travailleurs par le capital.

Ce double but nous l'atteindrons du même coup, *au moyen de l'association*, qui est l'ancre de salut de tous les opprimés.

Travailleurs cordonniers, bottiers et tailleurs, ici présents, dites à vos camarades que vous êtes l'avant-garde de l'armée des prolétaires qui se rendent à la terre promise de l'association; l'insuccès même de votre entreprise ne peut certainement empêcher le triomphe définitif du principe, mais l'échec de cette première institution peut retarder la victoire, comme la bonne réussite, le succès complet en hâtera le moment. Tenez-vous donc sur vos gardes; vous avez une grande responsabilité vis-à-vis des autres travailleurs; ne l'oubliez jamais un seul instant. Dans vos réunions, dans vos travaux, unissez-vous : soyez généreux, bannissez l'égoïsme, les inimitiés et la haine; soyez devant les hommes, devant la Belgique, notre commune patrie, ce que vous êtes devant Dieu, Frères; il s'agit des intérêts de la *Liberté*, de l'*Egalité* et de la *Fraternité*. Travailleurs typographes, marbriers, tapissiers, hommes de labeur de toutes les professions, rappelez-vous que Jésus-Christ a dit :

« *Malheur et misère à la famille de l'ouvrier seul, mais bonheur et abondance aux familles des travailleurs associés.* » L'expérience a toujours confirmé la vérité de ces paroles du Christ. Jugez-en par vous-mêmes.

Depuis des années que nous vivons chacun pour notre compte, sans nous réunir, sans nous associer, sans nous entendre avec nos compagnons d'infortune, quel a été notre sort? Nés sans capital, sans protection efficace pour nous instruire, sans autres instruments de travail que nos bras et notre courage, nous avons hérité de nos parents, de nos aïeux, depuis des centaines d'années, la pauvreté toujours, les durs travaux incessants, l'ignorance et l'abandon à nos efforts individuels; c'est ainsi qu'après avoir semé le pain blanc et mangé le pain noir, qu'après avoir fabriqué des étoffes chaudes et couru en blouse l'hiver, qu'après avoir créé le superflu et manqué de nécessaire pour vivre, qu'après nous être épuisés, exténués le corps, flétris l'esprit et l'âme, à multiplier les richesses sociales pour d'autres que pour nous, c'est ainsi, vous dis-je, que nous mourons et descendons dans la terre, léguant à nos enfants, pour unique héritage, le même lot de privations, la même vie de misères, les mêmes durs labeurs et la même ignorance. Tout cela, mes amis, parce que jusqu'à présent les ouvriers ont vécu seuls, et en dehors de l'association. Malheur et misère, vous dis-je, au nom du Christ, à la famille de l'ouvrier seul, et bonheur et abondance aux familles des ouvriers associés; au nom du Christ mis à mort par les ennemis du peuple pour avoir prêché le règne de la fraternité.

Depuis des milliers d'années, nos pères et nous, travailleurs éternels, nous bâtissons les palais, les maisons splendides, bien aérées, bien éclairées, bien saines et bien agréables; et le soir venu, nous allons essayer de dormir, de reposer nos membres fatigués entre les murs nus et fendus de misérables chambres, parmi une femme et des enfants tous couchés dans le même lit, plongés dans un air empoisonné, humide et froid, qui donne la fièvre, des rhumatismes, le typhus et une mort prématurée.

R° 1848/07

Le travail est la source de la propriété légitime, dit-on ; cela est vrai. Mais pourquoi donc nous qui travaillons toujours et sans cesse, nous, les descendants d'hommes qui ont toujours travaillé, tantôt comme esclaves, puis comme serfs, aujourd'hui comme salariés, pourquoi n'avons-nous pas de propriété, d'argent pour demain, souvent pas de pain assuré pour aujourd'hui ; tandis, que l'abondance règne chez les enfants de ceux qui n'ont pas travaillé du tout? Pourquoi mes amis! Ah! malheur et misère à la famille de l'ouvrier seul, bonheur et abondance aux familles des ouvriers associés! Voilà pourquoi ; voilà la cause de nos maux, ne l'oublions plus jamais. Si Dieu, qui est la providence universelle, a mis l'espérance au cœur de notre compagne dévouée, lorsque devenue mère, elle presse son enfant sur ses seins amaigris et desséchés; si cette femme rêve encore pour sa jeune famille un avenir de joie, de félicité et de bonheur, ah! croyez-le fermement, cela prouve que Dieu, en créant l'âme de notre compagne savait bien qu'il est une Belgique possible, où tous les enfants pauvres et riches, seraient gais, joyeux et contents, chacun suivant la nature particulière dont son organisation a été douée. Cette Belgique fraternelle, nous ne l'avons pas trouvée, jusqu'ici dans l'isolément, dans l'individualisme où nous avons vécu ; nous la trouverons dans l'association. En route donc, mes amis, vers cette terre promise, car le bonheur et l'abondance seront aux travailleurs associés! (Des applaudissements chaleureux prouvèrent à l'ouvrier socialiste qu'il avait bien interprété les sentiments de ses camarades! Puis on se quitta paisiblement, chacun allant chez soi.

UN TRAVAILLEUR BRUXELLOIS.

N. B. Tout ouvrier qui lit le français a pour devoir d'expliquer le contenu à son camarade flamand.

6P 225